

**“Public policies and the social and democratic issues  
of globalisation “**  
***What challenges for the public, social and cooperative economy?***

31<sup>st</sup> CIRIEC-Congress – Reims (France), 21-23 September 2016

Proposal in the field of : The dynamics of SSE and its support through public policies.

**ESS et action publique en France :  
quand la reconnaissance  
génère un double mouvement de tension**

Nadine Richez-Battesti  
AMU et LEST-cnrs  
nadine.richez-battesti@univ-amu.fr

Dans les quinze dernières années, on a assisté à la mise en place de politiques publiques en direction de l'Economie sociale et solidaire (ESS) en France. Ces politiques publiques se sont déployées tant à l'échelle régionale qu'à l'échelle nationale, dans le cadre de processus contrastés et généralement peu coordonnés jusqu'à la loi sur l'ESS de 2014. Plus récemment, les politiques publiques dans le cadre de la Loi sur l'ESS ont aussi étendu le périmètre de l'ESS aux entreprises solidaire d'utilité sociale et facilité l'introduction de nouvelles modalités de financement social allant de la finance collaborative aux contrats à impact social. Cette ouverture et ces nouvelles procédures introduisent des

D'un côté, en lien avec la décentralisation, elles se sont particulièrement développées à l'échelon régional, dans le cadre d'un processus de territorialisation (Massardier, 2003). De l'autre, à l'échelle nationale, cette dynamique s'est notamment appuyée sur un processus d'institutionnalisation progressive allant de la mise en place d'une Délégation Interministérielle à l'Economie sociale dans le milieu des années 80 à l'adoption de la loi sur l'ESS en juillet 2014. Ce double mouvement de structuration à des échelles territoriales complémentaires ne s'est pas fait de façon cumulative. Le plus souvent quand les dynamiques régionales prenaient les pays, les dynamiques nationales s'affaiblissaient et vice versa. Aujourd'hui, une partie des régions est confronté à un désengagement, notamment en PACA ou les budgets de la nouvelle mandature en direction de l'ESS ont chuté de 66% sauf pour le secteur de l'IAE et les financements rendus obligatoires par la loi sur l'ESS.

De l'autre, l'affirmation de l'ESS comme modalité d'entreprendre et les nouveaux modes de financement interrogent l'ESS comme mouvement social. En effet, la prédominance de la prise en compte de l'emploi sur le bénévolat, le renforcement de la dimension économique et des procédures marchandes ainsi que l'introduction du financement du social par des investisseurs privés dénotent un changement profond de régulation susceptible de remettre en question le patient travail de construction de l'ESS. Une partie du mouvement associatif ne se reconnaît pas dans ces dimensions entrepreneuriales et dans ce glissement vers l'entreprise sociale.

Nous souhaiterions dans cet article caractériser ce double registre de tensions et ses effets potentiels.

D'un point de vue théorique, cet article s'inscrit en référence à l'analyse de Lascoumes et Le Gales (2007) et Hassenteufel (2008) sur l'action publique, et de Itçaina, Palard et Segas (2007) en termes de régime territorial.

Notre analyse s'appuie sur le suivi de la politique publique à l'échelle nationale en lien avec deux contrats européens et sur l'actualisation de l'analyse de la politique publique d'ESS ces 5 dernières années.

*Bibliographie indicative*

Hassenteufel P., 2008 Sociologie politique : l'action publique, Coll. U.

Itçaina X, Palard J., Segas S. (dir.) 2007, *Régimes territoriaux et développement économique*, Presses Universitaires de Rennes.

Lascoumes P., Le Gales P., 2007, *Sociologie de l'action publique*, Coll. 128, Armand Colin.

Jerôme V., 2010, L'Economie sociale et solidaire, une subversion institutionnelle et politique ? in Itçaina X., La politique du lien : les nouvelles dynamiques territoriales de l'Economie Sociale et Solidaire, pp. 149-163, Presses Universitaires de Rennes

Pecqueur B., 2007, « Le tournant territorial de la globalisation » dans Itçaina, X., Palard J. et Segas S. (eds.), *Régimes territoriaux et développement économique*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, pp. 261-277.

Ségas, S., 2007, Le détour de l'action publique : enthousiasme et déception des acteurs de l'économie sociale face aux politiques de développement territorial, dans Itçaina, X., Palard J., et Segas S. (eds.), *Régimes territoriaux et développement économique*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, pp. 247-260.